28 janvier 2014 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-turques et sur la politique économique du gouvernement, à Istanbul le 28 janvier 2014.

Mesdames, Messieurs,
Mes chers compatriotes,
Je termine avec vous cette visite d'Etat qui aura duré deux jours, qui aura été une étape importante - certains ont dit une parenthèse qui se refermait - en tous cas, une volonté commune entre la France et la Turquie d'aller de l'avant.
Je suis venu avec sept ministres, et des parlementaires qui sont à la tête des groupes d'amitié, aussi bien au Sénat qu'à l'Assemblée nationale, le député qui représente les Français de l'étranger, de nombreux chefs d'entreprise, des intellectuels Il fallait avoir une délégation qui puisse prendre en compte 22 ans sans visite d'Etat, ici en Turquie, d'un Président de la République française ! Je rappelle que, sous la Vème République, le Général de GAULLE était venu, c'était en 1968. Puis, bien après, François MITTERRAND en 1992. Nous voici !
Je viens dans un contexte que chacun connaît, ici, et qui peut interroger en Turquie parce que l'aspiration à la liberté, à la démocratie est grande. Je viens aussi dans un contexte économique que vous connaissez, avec une Turquie qui s'est rapidement transformée en dix ans et qui aspire à venir dans l'Union européenne, avec toujours le même débat de savoir si la Turquie est dans l'Europe. Bien sûr que la Turquie est en Europe ! Il y a un processus qui a été ouvert, c'était en 2004, c'était Jacques CHIRAC qui représentait la France et qui l'avait accepté et même voulu. Dix ans après, des chapitres ont été ouverts, d'autres qui ne l'ont pas été - plus encore sont fermés qu'ouverts. En même temps, cette perspective doit demeurer, sans que l'on puisse encore déterminer quelle sera l'issue.
Mais, il est de la responsabilité de la France de tenir sa parole, c'est-à-dire de permettre qu'il y ait des chapitres qui s'ouvrent. Nous en avons débloqué un. J'ai annoncé aux Turcs que nous étions prêts sur deux chapitres, l'un concernant la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, l'autre la démocratie et l'Etat de droit.
D'ailleurs, les Turcs ont eux-mêmes souhaité que ces chapitres-là soient aussi ouverts. Chacun sera alors devant ses responsabilités. C'est un bon principe : ne pas écarter, ne pas repousser, mettre les uns et les autres devant des choix qui sont des choix pour des décennies.
Il y a toujours des peurs, chaque fois que l'on évoque la Turquie en France. Certains sont assez habiles « habiles » est un mot peut-être exagéré, « malins » devrais-je dire pour utiliser ces peurs. Or, je crois que nous ne devons pas avoir peur de la Turquie. Nous devons, au contraire, lui tendre la main comme elle veut, elle-même, prendre une part du chemin que nous avons ouvert en Europe.
Pourquoi ? Parce que, d'abord, je l'ai dit, la Turquie a fait des réformes considérables ces dernières années et vous en avez été les témoins, vous chers compatriotes, qui vivez quelquefois depuis longtemps ici, qui parfois avez la double nationalité. Ces réformes ne sont pas achevées, loin de là, mais la Turquie s'est transformée aussi sur le plan économique. C'est impressionnant pour celles et ceux qui ne viennent en Turquie que pour les vacances ou celles et ceux qui ne voient la Turquie que de loin ou qui pensent que la Turquie, c'était encore un pays en développement

développement
La Turquie, c'est la 17ème puissance économique du monde avec un rythme de croissance qui, à un moment, a pu atteindre 8, 9% ! S'il y a un ralentissement, c'est encore autour de 4% que la croissance est observée, avec des échanges qui ont été multipliés par trois ces dernières années, notamment cette dernière décennie, avec une industrie qui est puissante, notamment dans l'automobile mais également dans le textile. Puis des technologies qui sont devenues ici familières. Je ne parle pas des grands travaux d'infrastructures : tunnel sous le Bosphore, des ponts, des trains Nous avons parlé de tout cela.
Mais, pour parler d'économie, il fallait d'abord parler politique et c'est ce que nous avons fait, aussi bien avec le Président de la République, M. GÜL, qu'avec le Premier ministre, M. ERDOGAN. Nous avons évoqué l'histoire, celle qui nous unit, qui nous permet, à chaque fois, et nous sommes dans un lieu qui en est finalement le produit, qui nous permet d'évoquer la rencontre au 16ème siècle entre François 1er et Soliman le Magnifique. Mais, l'histoire qui nous unit sans doute celle aussi de nos cultures. J'étais il y a encore quelques heures à Galatasaray. C'est vrai que c'est impressionnant qu'il y ait encore cette université, autrefois lycée, toujours lycée mais qui maintenant a pris une dimension supplémentaire avec l'université qu'avait inaugurée François MITTERRAND il y a 22 ans.
Mais nous ne pouvons pas en rester là. Nous devons regarder ce que, politiquement, nous pouvons faire ensemble. Il y a des convergences qui existent sur le plan international. Nous sommes préoccupés par la situation en Syrie. Mais, j'ai reconnu aussi que la Turquie faisait un effort considérable pour accueillir des réfugiés, près de 700 000. Nous devons la solidarité à l'égard des Turcs qui, eux-mêmes, en font la démonstration à l'égard des Syriens. Aujourd'hui, nous avons cette Conférence de Genève 2 qui s'enlise avec le risque d'une guerre qui peut encore produire son lot de massacres, d'exactions sans que les armes chimiques ne soient utilisées puisqu'elles vont être détruites. Il a fallu la pression et la menace pour en arriver là mais il y a d'autres armes qui tuent et qui tuent toujours les mêmes, c'est-à-dire les civils.
Puis, il a aussi ces risques d'extrémisme que nous connaissons bien et qui font qu'il peut y avoir aussi des filières djihadistes qui s'organisent et qui peuvent passer par la Turquie. Vous avez vu ces deux jeunes adolescents qui venaient de Toulouse, que l'on a récupérés, j'en remercie les autorités turques et que l'on a ramenés. Mais cela en dit long aussi sur l'entreprise de manipulation des esprits qui peut conduire des jeunes qui n'ont rien à y faire en Syrie.
Nous avons donc sur ce point-là des objectifs communs avec nos amis turcs et nous avons avancé aujourd'hui au cours de cette visite d'Etat.
Il y a les relations économiques qui supposent que l'on soit là-aussi clair. Nous devons faire des partenariats, pas simplement proposer nos marchandises. J'ai été moi-même surpris - mais j'étais quand même informé - que notre part de marché qui, il y a dix ans en Turquie était de 6% était tombé pour les raisons que l'on sait et qui ne sont pas qu'économiques à 3% des parts de marché.
Il y a donc toute une relance à opérer. C'était très important qu'il y ait ces chefs d'entreprise français qui m'aient accompagné. Nous avons eu des rencontres avec des chefs d'entreprise turcs et ce forum économique ce matin qui, je crois, est prometteur dans des domaines très importants : de l'énergie, même nucléaire puisqu'un contrat a été signé pour une construction de centrale mais aussi d'autres sources d'énergie : le gaz et les énergies renouvelables. C'est un domaine essentiel où nous pouvons partager la technologie. Nous y sommes prêts. Il y a le domaine des transports. Je ne vais pas vous faire la liste, des lignes de TGV que nous voulons ouvrir avec nos amis turcs. Il y a le domaine de l'agroalimentaire où nous devons lever un certain nombre de barrières ou d'obstacles. Il y a aussi tout ce qui a trait aux nouvelles technologies que nous devons mettre en uvre. Ce qui est le cas aujourd'hui. Nous avons signé un contrat pour les satellites.
Vous y contribuez à ces succès possibles. Il y a ici des cadres d'entreprises, des techniciens, des employés qui se dévouent pour que justement maintenant dans ce nouveau contexte politique, dans ce nouveau climat qui a été ouvert par cette visite d'Etat, nous puissions, vous puissiez faire valoir toute la technologie, l'excellence française.

Rien ne serait néanmoins possible s'il n'y avait pas aussi les services qui doivent être apportés à la communauté française. Vous êtes 8 000, enfin, pas tous ici rassemblés, mais 8 000 ressortissants français, beaucoup à Istanbul. Je sais que cette communauté, l'ambassadeur me l'a rappelé, la consule aussi - je salue aussi les consuls honoraires -, cette communauté ne cesse d'augmenter. C'est très important. On se dit souvent mais pourquoi faut-il qu'il y ait autant de Français qui vivent à l'extérieur ? Ils ne vivent à l'extérieur que pour le bénéfice du pays, sauf quelques cas particuliers, mais qui sont exceptionnels. Pour le reste, ces Français de l'étranger, vous, vous contribuez au développement de la France, à la promotion de la France, à l'idée de la France, aux produits français. Dans tous les domaines. Je sais que vous représentez de nombreux secteurs d'activité. Mais il faut aussi des services et notamment des établissements scolaires.
Chaque fois que je dis établissements scolaires, il y a toujours une voix qui dit : « ah ». Généralement, c'est soit un enseignant, c'est possible, soit un parent d'élève. Cela peut être les deux à la fois. Parce que c'est vrai que c'est à la fois de très beaux établissements. Ici, c'est le lycée Pierre LOTI, je salue aussi ce que l'on appelle les « Saints », tous ces établissements de congrégation qui font valoir l'enseignement en français.
C'est une chance d'avoir ces établissements de très grande qualité. Je salue donc le personnel enseignant, tous les personnels qui s'y dévouent et qui sont exceptionnels. J'ai aussi rencontré les enseignants de Galatasaray qui font aussi un travail remarquable, mais il y a un problème pour les parents compte tenu des frais de scolarité que cela représente, d'où la question des bourses qui est reposée, les nouveaux calculs, pour faire en sorte que nous puissions offrir à tous ceux qui, Français, veulent mettre leurs enfants dans les écoles françaises les meilleures conditions. Mais, nous avons aussi le devoir d'accueillir des enfants des familles turques ou des familles d'autres nationalités. C'est aussi ce qui permet la promotion de la France avec cette ambition qui est la nôtre, la francophonie qui n'est pas simplement une nostalgie.
La langue française doit être parlée. La langue française va être de plus en plus parlée, doit être de plus en plus parlée, parce qu'elle est aussi un principe de diversité culturelle, parce que c'est un instrument de liberté, l'affirmation de valeurs. Cela porte la culture. Ce qui me permet aussi de saluer les Instituts qui travaillent ici à Istanbul pour la promotion de nos créations, de nos spectacles, de notre cinéma, mais aussi l'archéologie, une grande tradition française, ici à Istanbul, et plus largement en Orient.
Voilà ce que j'étais venu vous dire. Je pense que cette visite est importante, qu'elle devra être suivie d'autres. Je pense à des visites ministérielles qui vont se succéder, à des visites également de délégations d'entreprise. Nous devons multiplier les échanges.
J'ai également adressé un message aux entrepreneurs turcs. Je leur ai dit : c'est bien que nous venions investir, on doit le faire davantage encore, il y a déjà 450 entreprises françaises ici mais il peut y en avoir d'autres. C'est bien que vous veniez aussi investir en France parce que vous êtes une grande économie et vous avez vocation à être sur les grands marchés et notamment les nôtres, y compris par rapport à votre aspiration à venir dans l'Europe. Venez investir en France. Je pense que ce message a été entendu.
Pendant que j'étais ici en Turquie pour cette visite, il y avait les chiffres du chômage qui étaient publiés. Le chômage a augmenté de 2008 à 2012 d'un million. Un million. Et il a continué à augmenter encore en 2013. Plus de 170 000. C'est beaucoup.
La fin de l'année traduit une stabilisation mais nous n'avons pas réussi dans l'année 2013 à faire diminuer le chômage, à en diminuer le rythme d'augmentation. A en stabiliser le niveau, oui, en cette fin d'année, mais pas à le faire diminuer. Nous y avions mis les moyens nécessaires et nous continuerons à les mettre en termes d'emplois aidés, de contrats pour les jeunes, contrats de génération, emplois d'avenir, de formations. Mais, nous ne pourrons faire diminuer le chômage, nous ne pourrons le faire baisser dans les prochains mois que s'il y a de la croissance.
La croissance, comment s'obtient-elle ? Elle s'obtient avec le maintien d'une demande intérieure, de consommation mais surtout d'investissements. Nous avons besoin d'investissements.
Comment se fait la croissance ? Elle se fait sur les marchés européens. C'est là que nous faisons l'essentiel de notre commerce extérieur. La croissance se fait aussi sur les marchés que l'on

appelle « tiers », « ouverts » comme celui de la Turquie.
Nous devons donc être compétitifs, faire le choix de l'innovation, de la technologie, de la recherche. Choisir les secteurs, c'est ce que nous faisons, avec le ministre du Redressement productif, qui sont les plus porteurs pour l'avenir et que nous pouvons conduire pendant des années. Mais, en attendant, il faut que nos entreprises puissent être capables de tenir le choc de la sortie de crise parce que nous sortons de la crise.
Alors, le chômage, nous le ferons baisser à la seule condition que nous nous mobilisions tous. C'est pourquoi j'ai proposé aux entreprises le pacte de responsabilité et aux partenaires sociaux d'en négocier les contreparties, parce que c'est ce qui nous permettra de nous retrouver tous derrière un objectif commun, d'avoir une croissance supérieure à celle qui est prévue, de redonner confiance et espoir parce que c'est ce qui fait qu'une Nation peut être plus grande qu'on ne le croit.
Il y a toujours cette question qui taraude, peut-être ici aussi bien de nos compatriotes, est-ce que l'on est encore une grande Nation ? Est-ce que l'on peut réussir ? Est-ce que l'on va s'en sortir ? Est-ce que l'on est capable d'être au meilleur niveau ? Oui. Si nous nous mobilisons tous.
Le sommet de l'Etat doit être toujours en action. Bien sûr le gouvernement parce c'est sa responsabilité. Tous les élus qui doivent se sentir concernés. Mais d'abord et avant tout les Français eux-mêmes, les acteurs économiques, les entreprises.
Je ne cherche pas à faire des cadeaux aux entreprises, pas plus que les entreprises ne veulent faire de cadeaux au gouvernement. Je ne le crois pas. Il ne s'agit pas de cela. Il s'agit de faire un pacte, un contrat ensemble. Moins de charges, de cotisations, moins de complexité et en même temps plus d'emplois. Il ne s'agit pas de rentrer dans une espèce de logique comptable. Simplement dans une logique de confiance.
C'est pourquoi ce que vous faites ici contribue à ce pacte de responsabilité. Nous sommes tous dans ce même engagement, dans cette même entreprise. L'entreprise France. C'est la seule qui vaille pour que l'on puisse demain, nous aussi, être à la fois à la hauteur de notre propre histoire, capable de parler aux autres, de n'avoir peur de rien et de savoir que la France peut être encore plus grande demain. Merci d'y contribuer, ici en Turquie. Vive la République et vive la France !